



La période de crise sanitaire que traverse notre pays depuis plusieurs mois est particulièrement difficile pour l'ensemble de la population.

Les services publics et la fonction publique sont, à juste titre, particulièrement sollicités dans cette période. Les agent-es publics sont depuis de longs mois en première ligne quels que soient les secteurs. On peut penser aux personnels de santé mais également aux enseignant-es par exemple.

Mais c'est plus généralement l'ensemble des personnels qui est mobilisé, notamment parce que les services publics restent aujourd'hui ouverts malgré la nouvelle période de confinement pour assurer la continuité de l'action publique.

La fonction publique revêt donc une importance capitale. Malgré cela et alors que chacun-e s'accorde à lui reconnaître de très nombreux mérites, la présentation des projets de loi de finances prévoit une nouvelle fois des restrictions budgétaires, des coupes claires dans les effectifs des différentes administrations ou des mesures bien insuffisantes.

Or, nous savons tous-tes quelles sont les conséquences de ces restrictions pour l'ensemble de la population, déjà particulièrement fragilisée : inégalités d'accès aux services publics et accroissement des inégalités en général...

../..

Cette situation n'est pas acceptable ni pour la population ni pour les personnels publics qui subissent ces réformes à marche forcée alors même qu'ils sont déjà très fortement sollicité-es.

Nos organisations syndicales CGT, FAFPT, FSU et SOLIDAIRES vous demandent donc l'arrêt de ces réformes à tout le moins tant que durera la crise sanitaire et que toutes soient réexaminées à l'occasion d'un processus de négociations à tous les niveaux nécessaires, ainsi qu'un plan d'urgence pour les services publics budgété dès 2021.

fichiers:



[Télécharger lettre_montchalin_reforme.pdf](#) (150.18 Ko)

Public: [Infos / actions](#)
[Fonction publique](#)



- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
